

Note d’information

Situation économique nationale au troisième trimestre 2015

### L’arrêté des comptes nationaux du troisième trimestre 2015 qui intègre pour la première fois les composantes de la demande ainsi que les comptes consolidés de la nation en base 2007 au lieu de celle de 1998, fait ressortir une amélioration de la croissance économique nationale de 4,6% au lieu de 2,2% durant la même période de l’année 2014. Cette évolution est le résultat d’une forte augmentation de l’activité agricole et d’un rythme d’accroissement modéré des activités non agricoles.

### Au cours de ce trimestre, la croissance économique a été tirée par la demande intérieure et par les échanges extérieurs. Le besoin de financement de l’économie, de son côté, a enregistré un recul important sous l’effet de l’amélioration de l’épargne nationale et de la baisse de l’investissement brut.

Dans ce cadre, la **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume, corrigée des variations saisonnières (cvs)a enregistré une augmentation de 15,2% au troisième trimestre 2015 au lieu d’une baisse de 3,3% durant la même période en 2014. Cette évolution s’explique par la hausse de l’activité de l’agriculture de 15,9% au lieu d’une baisse de 3,5% et par l’augmentation de celle de la pêche de 7,6% au lieu d’une baisse de 0,8%.

**La valeur ajoutée du secteur secondaire,** en revanche**,** a connu un ralentissement de son rythme de croissance. Elle s’est accrue de 0,8% au lieu de 1,4% durant le troisième trimestre de l’année précédente. Ceci est le résultat  de la hausse des valeurs ajoutées des activités :

* de l’électricité et eau de 5,8% au lieu de 3,1%;
* des industries de transformation de 0,9% au lieu 1,1%.

et de la baisse de celle :

* de l’industrie d’extraction de 1% au lieu d’une hausse de 2,5% ;
* du bâtiment et travaux publics de 0,3% au lieu d’une hausse 1% ;

**Le secteur tertiaire** a dégagé, de son côté, une valeur ajoutée, en augmentation, de 1,9% soit le même taux enregistré une année auparavant. Toutes les composantes du secteur ont dégagé des croissances positives :

* les postes et télécommunications de 6% au lieu de 6,3%;
* les services rendus aux ménages et aux entreprises de 2,7% au lieu de 2,2%;
* les services rendus par l’Administration Publique générale et sécurité sociale de 1,9% au lieu de 2,4%;
* le transport de 1,8% au lieu de 5,1% ;
* les services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale de 1,5% au lieu de 0,8%;
* le commerce de 1,1% au lieu d’une baisse de 0,6%;
* les hôtels et restaurants de 0,6% au lieu de 1,9%;
* les services financiers et assurances de 0,6% au lieu de 1,8% ;

De ce fait, la valeur ajoutée du secteur non agricole (y compris la pêche) a connu une légère augmentation de 1,6% durant le troisième trimestre 2015 au lieu de 1,7% une année auparavant.

Dans ce contexte, compte tenu de l’accroissement des impôts sur les produits net des subventions de 15,2%, le **Produit Intérieur Brut** a affiché un accroissement de 4,6% en volume au lieu de 2,2% le troisième trimestre de l’année précédente. En terme nominal, la hausse a été de 6,7%, ce qui dégage une augmentation du prix implicite du PIB de 2,1% en glissement annuel.

Au niveau des emplois du PIB, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3,3% au lieu de 3,6% la même période de l’année précédente, contribuant ainsi pour 2 points à la croissance au lieu de 2,2 points. La consommation finale des administrations publiques, en revanche, a affiché une baisse de 2,1% au lieu d’une hausse de 1,5%, contribuant négativement à la croissance (-0.4 point). De son coté, l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une hausse de 3,8% au lieu d’une baisse de 6,7% une année auparavant.

 De ce fait, la demande intérieure a ainsi contribué pour 2,8 points à la croissance du PIB au lieu de 0,2 point le troisième trimestre 2014.

Les échanges extérieurs de biens et services, de leur coté, ont dégagé une contribution positive à la croissance, se situant à 1,8 points au lieu de 2 points le même trimestre de l’année précédente. Dans ce cadre, les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 3,7% au lieu de 7,1% alors que les importations ont diminué de 1,2% au lieu d’une hausse de 0,7%.

Le revenu national brut disponible s’est ainsi amélioré de 6,5% au lieu de 2,8% l’année précédente. Ceci s’explique par la hausse du PIB aux prix courants de 6,7% au lieu de 2,8% et des revenus nets reçus du reste de monde de 3,2% au lieu de 3,1%.

Au plan de financement de l’économie, avec une amélioration de la consommation finale nationale de 3,4% à prix courants, l’épargne nationale a atteint en conséquence 26,9% du PIB durant le troisième trimestre 2015 au lieu de 24,6% une année auparavant. Compte tenue de la baisse de l’investissement brut à 27,9% par rapport au PIB au lieu de 30,1%, le besoin de financement de l’économie nationale s’est fortement réduit, passant de 5,5% du PIB à 1%.

**En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du troisième trimestre 2015.**

**